

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[C - 27312]

F. 95 — 1787

## 30 MARS 1995. — Décret relatif à la publicité de l'Administration (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

## CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique :

1° aux autorités administratives régionales;

2° aux autorités administratives autres que les autorités administratives régionales, mais uniquement dans la mesure où, pour des motifs relevant des compétences régionales, le décret interdit ou limite la publicité de documents administratifs;

3° pour ce qui concerne les études, au Gouvernement régional et aux membres de ce Gouvernement. On entend par étude, tout document écrit, contenant des données de quelque nature qu'elles soient, destiné à inspirer, à conforter ou à orienter la politique régionale dans une des matières qui sont de sa compétence et commandé par contrat à toute personne physique ou morale. Le Gouvernement peut en interdire la communication ou en restreindre la diffusion par décision motivée.

Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° autorité administrative : une autorité administrative visée à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

2° document administratif : toute information, sous quelque forme que ce soit, dont une autorité administrative dispose;

3° document à caractère personnel : document administratif comportant une appréciation ou un jugement de valeur relatif à une personne physique nommément désignée ou aisément identifiable, ou la description d'un comportement dont la divulgation peut manifestement causer un préjudice à cette personne.

**Art. 2.** Le présent décret ne s'applique pas aux matières visées par le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement. Il ne préjudicie pas aux dispositions décrétales qui prévoient une publicité plus étendue de l'administration.

## CHAPITRE II. — Publicité active

**Art. 3.** Afin de fournir au public une information claire et objective sur l'action des autorités administratives régionales :

1° chaque autorité administrative régionale publie et tient à disposition de toute personne qui le demande un document décrivant ses compétences et l'organisation de son fonctionnement;

2° toute correspondance émanant d'une autorité administrative régionale indique le nom, la qualité, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne en mesure de fournir de plus amples informations sur le dossier;

3° tout document par lequel une décision ou un acte administratif à portée individuelle émanant d'une autorité administrative régionale est notifié à un administré indique les voies éventuelles de recours.

Le montant de la rétribution éventuellement réclamé pour la délivrance d'une copie des informations visées au 1° est fixé par le Gouvernement. Il ne peut être supérieur au prix coûtant.

## CHAPITRE III. — Publicité passive

**Art. 4. § 1er.** Le droit de consulter un document administratif d'une autorité administrative régionale et d'en recevoir copie consiste en ce que chacun, selon les conditions prévues par le présent décret, peut prendre connaissance sur place de tout document administratif, obtenir des explications à son sujet et en recevoir communication sous forme de copie, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Pour les documents à caractère personnel, le demandeur doit justifier d'un intérêt.

§ 2. La délivrance d'une copie d'un document administratif peut être soumise au paiement d'une rétribution dont le montant est fixé par le Gouvernement. Le montant de cette rétribution ne peut être supérieur au prix coûtant.

**Art. 5.** La consultation d'un document administratif, les explications y relatives ou sa communication sous forme de copie ont lieu sur demande. La demande indique clairement la matière concernée, et si possible les documents administratifs concernés, et est adressée par écrit à l'autorité administrative régionale compétente, même si celle-ci a déposé le document aux archives.

Lorsque la demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie est adressée à une autorité administrative régionale qui n'est pas en possession du document administratif, celle-ci en informe sans délai le demandeur et lui communique la dénomination et l'adresse de l'autorité qui, selon les informations dont elle dispose, est détentrice du document.

L'autorité administrative régionale consigne les demandes écrites dans un registre, classées par date de réception.

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil, 301 (1994-1995), nos 1 à 7.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 23 mars 1995. — Discussion. — Vote.

**Art. 6. § 1er.** L'autorité administrative régionale ou non régionale rejette la demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif, si elle a constaté que l'intérêt de la publicité ne l'emporte pas sur la protection de l'un des intérêts suivants :

- 1° la sécurité de la population;
- 2° les libertés et les droits fondamentaux des administrés;
- 3° l'ordre public;
- 4° la recherche ou la poursuite de faits punissables;
- 5° les relations internationales de la Région;
- 6° un intérêt économique ou financier de la Région

§ 2. L'autorité administrative régionale ou non régionale rejette la demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif, qui lui est adressée en application du présent décret, si la publication du document administratif porte atteinte :

- 1° à la vie privée, sauf les exceptions prévues par la loi;
- 2° à une obligation de secret instaurée par une loi ou par un décret;
- 3° au secret des délibérations du Gouvernement et des autorités responsables relevant du Gouvernement ou auxquelles une autorité régionale est associée.

§ 3. L'autorité administrative régionale peut rejeter une demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif, dans la mesure où la demande :

- 1° concerne un document administratif dont la divulgation peut être source de méprise, le document étant inachevé ou incomplet;
- 2° concerne un avis ou une opinion communiquée librement et à titre confidentiel à l'autorité;
- 3° est manifestement abusive;
- 4° est formulée de façon manifestement trop vague.

§ 4. Lorsque, en application des paragraphes 1<sup>er</sup> à 3, un document administratif ne doit ou ne peut être soustrait que partiellement à la consultation, l'explication ou la communication sous forme de copie, celles-ci sont limitées à la partie restante.

§ 5. L'autorité administrative régionale qui ne peut pas réserver de suite immédiate à une demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif ou qui la rejette, communique les motifs de l'ajournement ou du rejet dans un délai de trente jours de la réception de la demande. En cas d'ajournement, le délai ne pourra jamais être prolongé de plus de quinze jours.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée.

**Art. 7.** Lorsqu'une personne démontre qu'un document administratif d'une autorité administrative régionale comporte des informations inexacts ou incomplètes la concernant, cette autorité est tenue d'apporter les corrections requises sans frais pour l'intéressé. La rectification s'opère à la demande écrite de l'intéressé.

L'autorité administrative régionale qui ne peut pas réserver une suite immédiate à une demande de rectification ou qui la rejette, communique, dans un délai de soixante jours de la réception de la demande, les motifs de l'ajournement ou du rejet. En cas d'ajournement, le délai ne pourra jamais être prolongé de plus de trente jours. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée.

Lorsque la demande est adressée à une autorité administrative régionale, qui n'est pas compétente pour apporter les corrections, celle-ci en informe sans délai le demandeur et lui communique la dénomination et l'adresse de l'autorité qui, selon ses informations, est compétente pour le faire.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Une commission d'accès aux documents administratifs est créée.

La composition et le fonctionnement de la Commission sont fixés par le Gouvernement.

§ 2. Lorsque le demandeur rencontre des difficultés pour obtenir la consultation ou la correction d'un document administratif en vertu du présent décret, il peut adresser à l'autorité administrative régionale concernée une demande de reconsidération. Au même moment, il demande à la Commission d'émettre un avis.

La Commission communique son avis au demandeur et à l'autorité administrative régionale concernée dans les trente jours de la réception de la demande. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'avis est négligé.

L'autorité administrative régionale communique sa décision d'approbation ou de refus de la demande de reconsidération au demandeur, dans un délai de quinze jours de la réception de l'avis ou de l'écoulement du délai dans lequel l'avis devait être communiqué.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'autorité est réputée avoir rejeté la demande.

Le demandeur peut introduire un recours contre cette décision conformément aux lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973. Le recours devant le Conseil d'Etat est accompagné, le cas échéant, de l'avis de la Commission.

§ 3. La Commission peut également être consultée par une autorité administrative régionale.

§ 4. La Commission peut, d'initiative, émettre des avis sur l'application générale du présent décret. Elle peut soumettre au Conseil des propositions relatives à son application et à sa révision éventuelle.

**Art. 9.** Lorsque la demande de publicité porte sur un document administratif d'une autorité administrative régionale incluant une oeuvre protégée par le droit d'auteur, l'autorisation de l'auteur ou de la personne à laquelle les droits de celui-ci ont été transmis n'est pas requise pour autoriser la consultation sur place du document ou pour fournir des explications à son propos.

Une communication sous forme de copie d'une oeuvre protégée par le droit d'auteur n'est permise que moyennant l'autorisation de l'auteur ou de la personne à laquelle les droits de celui-ci ont été transmis.

Dans tous les cas, l'autorité spécifie que l'oeuvre est protégée par le droit d'auteur.

Art. 10. Les documents administratifs obtenus en application du présent décret ne peuvent être diffusés ni utilisés à des fins commerciales.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,  
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,  
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,  
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 27312]

D. 95 — 1767

#### 30. MÄRZ 1995. — Dekret über die Öffentlichkeit der Verwaltung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

##### KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Artikel 1. Das vorliegende Dekret findet Anwendung auf:

1° die regionalen Verwaltungsbehörden;

2° die anderen Verwaltungsbehörden als die regionalen Verwaltungsbehörden, aber ausschließlich insofern das Dekret aus von den regionalen Zuständigkeiten abhängigen Gründen die Öffentlichkeit von Verwaltungsunterlagen verbietet oder begrenzt;

3° was die Studien betrifft, die regionale Regierung und die Mitglieder dieser Regierung. Unter Studie versteht man jedes Schriftstück, das Angaben irgendwelcher Art beinhaltet, und dazu bestimmt ist, die regionale Politik in einem Bereich, für das sie zuständig ist, anzuregen, zu stärken oder zu orientieren. Diese Studie wird einer natürlichen oder juristischen Person vertraglich anvertraut. Die Regierung ist berechtigt, durch begründeten Beschluß die Mitteilung einer Studie zu verbieten oder deren Verbreitung zu beschränken.

Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltungsbehörde: eine in Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat erwähnte Verwaltungsbehörde;

2° Verwaltungsdokument: jede Angabe unter irgendwelcher Form, über die eine Verwaltungsbehörde verfügt;

3° personenbezogenes Dokument: Verwaltungsdokument, das eine Beurteilung oder ein Werturteil über eine namentlich bezeichnete oder leicht identifizierbare natürliche Person oder die Beschreibung eines Verhaltens, deren Verbreitung dieser Person schaden könnte, beinhaltet.

Art. 2. Das vorliegende Dekret findet keine Anwendung auf die im Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt erwähnten Bereiche. Es schadet nicht den Bestimmungen irgendwelcher Dekrete, die eine breitere Öffentlichkeit der Verwaltung vorsehen.

##### KAPITEL II. — Aktive Öffentlichkeit

Art. 3. Um der Allgemeinheit eine klare und objektive Information über die Tätigkeiten der regionalen Verwaltungsbehörden zu geben:

1° wird ein Dokument zur Beschreibung ihrer Zuständigkeiten und der Organisation ihrer Arbeitsweise von jeder regionalen Verwaltungsbehörde veröffentlicht und zur Verfügung jeder Person, die es beantragt, gestellt;

2° gibt jedes Schreiben einer regionalen Verwaltungsbehörde den Namen, die Eigenschaft, die Anschrift und die Telefonnummer der Person an, die weitere Auskünfte über die Akte erteilen kann;

3° gibt jedes Dokument, durch das einem Bürger ein Beschluß oder eine Handlung einer regionalen Verwaltungsbehörde mitgeteilt wird, die eventuellen Einspruchsmittel an.

Der Betrag der Vergütung, die eventuell für die Erstellung einer Abschrift der in 1° erwähnten Informationen verlangt wird, wird von der Regierung festgelegt. Er darf den Selbstkostenpreis nicht überschreiten.

(1) Sitzungsperiode 1994-1995.

Dokumente des Rates, 301 (1994-1995), Nr 1 bis 7.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 23. März 1995. — Diskussion. — Abstimmung.

KAPITEL III. — *Passive Öffentlichkeit*

**Art. 4. § 1.** Das Recht, ein Verwaltungsdokument einer regionalen Verwaltungsbehörde einzusehen und eine Abschrift von diesem Dokument zu bekommen, besteht darin, daß jeder unter den im vorliegenden Dekret festgelegten Bedingungen berechtigt ist, an Ort und Stelle Kenntnis von jedem Verwaltungsdokument zu nehmen, Erklärungen darüber zu bekommen und gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten seine Mitteilung in Form einer Abschrift zu erhalten.

Für die personenbezogenen Unterlagen muß der Antragsteller den Nachweis seiner Bezogenheit erbringen.

**§ 2.** Für die Erstellung der Abschrift eines Verwaltungsdokuments kann die Zahlung einer Vergütung erforderlich werden, deren Betrag von der Regierung festgelegt wird. Der Betrag dieser Vergütung darf den Selbstkostenpreis jedoch nicht überschreiten.

**Art. 5.** Die Einsicht in ein Verwaltungsdokument, die einschlägigen Erklärungen oder seine Mitteilung in Form einer Abschrift erfolgen auf Antrag. Der Antrag gibt deutlich den betroffenen Bereich und möglichst die betroffenen Verwaltungsunterlagen an und wird der zuständigen regionalen Verwaltungsbehörde schriftlich zugesandt, auch wenn diese das Dokument archiviert hat.

Wenn der Antrag auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift einer regionalen Verwaltungsbehörde, die das Verwaltungsdokument nicht besitzt, zugesandt worden ist, informiert diese den Antragsteller darüber und teilt ihm die Bezeichnung und die Anschrift der Dienststelle mit, die aufgrund der Informationen, über die sie verfügt, das Dokument besitzt.

Die regionale Verwaltungsbehörde trägt die schriftlichen Anträge in ein Register ein, die nach dem jeweiligen Empfangsdatum geordnet werden.

**Art. 6. § 1.** Die regionale oder nicht regionale Verwaltungsbehörde lehnt die Anträge auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift ab, wenn sie festgestellt hat, daß das Interesse der Öffentlichkeit der betroffenen Unterlagen nicht stärker ist als der Schutz eines der folgenden Interessen:

- 1° die Sicherheit der Bevölkerung;
- 2° die Freiheiten und die Grundrechte der Bürger;
- 3° die öffentliche Ordnung;
- 4° die internationalen Beziehungen der Region;
- 5° ein wirtschaftliches oder finanzielles Interesse der Region.

**§ 2.** Die regionale oder nicht regionale Verwaltungsbehörde lehnt die ihr in Anwendung des vorliegenden Dekrets zugesandten Anträge auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift ab, wenn die Öffentlichkeit des Verwaltungsdokuments das folgende gefährdet:

- 1° das Privatleben, außer den durch das Gesetz vorgesehenen Ausnahmen;
- 2° eine durch ein Gesetz oder ein Dekret eingeführte Geheimhaltungsverpflichtung;
- 3° die Geheimhaltung der Beratungen der Regierung und der verantwortlichen Behörden, die der Regierung unterstehen oder an denen eine regionale Behörde beteiligt ist.

**§ 3.** Die regionale Verwaltungsbehörde ist berechtigt, einen Antrag auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift abzulehnen, sofern dieser Antrag:

- 1° ein Verwaltungsdokument betrifft, dessen Verbreitung einen Irrtum bzw. ein Mißverständnis mit sich bringen kann, wenn dieses Dokument unbeeidet oder unvollständig ist;
- 2° ein Gutachten oder eine Meinung betrifft, das bzw. die der Behörde freiwillig und vertraulich mitgeteilt worden ist;
- 3° offensichtlich übermäßig ist;
- 4° offensichtlich unklar ist.

**§ 4.** Wenn in Anwendung von Paragraphen 1 bis 3 ein Verwaltungsdokument der Einsicht, der Erklärung oder der Mitteilung in Form einer Abschrift teilweise unterschlagen werden muß bzw. kann, ist nur der restliche Teil der Öffentlichkeit zugänglich.

**§ 5.** Die regionale Verwaltungsbehörde, die einem Antrag auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift eines Verwaltungsdokuments nicht unmittelbar stattgeben kann oder diesen ablehnt, teilt die Gründe der Verschiebung oder der Ablehnung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang des betreffenden Antrags mit. Im Falle einer Verschiebung darf die Frist nie um mehr als vierzehn Tage verlängert werden.

Mangels der Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird der Antrag als abgelehnt betrachtet.

**Art. 7.** Wenn eine Person deutlich macht, daß ein Verwaltungsdokument einer regionalen Verwaltungsbehörde ungenaue oder unvollständige Informationen beinhaltet, ist diese Behörde verpflichtet, die erforderlichen Berichtigungen anzubringen, ohne daß der Betroffene etwas zu zahlen hat. Die Berichtigung erfolgt auf schriftlichen Antrag des Betroffenen.

Die regionale Verwaltungsbehörde, die einem Antrag auf Berichtigung nicht unmittelbar stattgeben kann oder diese ablehnt, teilt die Gründe der Verschiebung oder der Ablehnung innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Empfang des Antrags mit. Im Falle einer Verschiebung darf die Frist nie um mehr als dreißig Tage verlängert werden. Mangels der Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird der Antrag als abgelehnt betrachtet.

Wenn der Antrag einer regionalen Verwaltungsbehörde zugesandt wird, die nicht für das Anbringen der Berichtigungen zuständig ist, informiert diese Behörde unverzüglich den Antragsteller darüber und teilt ihm die Bezeichnung und die Anschrift der Dienststelle mit, die nach ihren Informationen dafür zuständig ist.

**Art. 8. § 1.** Ein Ausschuß für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen wird errichtet.

Die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Ausschusses wird von der Regierung festgelegt.

**§ 2.** Wenn der Antragsteller auf Schwierigkeiten stößt, um aufgrund des vorliegenden Dekrets die Einsicht in ein Verwaltungsdokument oder die Berichtigung dieses Dokuments zu erhalten, kann er der betroffenen regionalen Verwaltungsbehörde einen Antrag auf weitere Überprüfung stellen. Zum gleichen Zeitpunkt bittet er den Ausschuß um die Abgabe eines Gutachtens.

Der Ausschuß teilt dem Antragsteller und der betroffenen regionalen Verwaltungsbehörde sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Empfang des Antrags mit. Mangels einer Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird das Gutachten nicht berücksichtigt.

Die regionale Verwaltungsbehörde teilt dem Antragsteller innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen ab dem Empfang des Gutachtens oder ab dem Ablauf der Frist, während deren das Gutachten mitgeteilt werden mußte, ihren Beschluß über die Annahme oder die Ablehnung einer weiteren Überprüfung mit.

Mangels einer Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird davon ausgegangen, daß die Behörde den Antrag abgelehnt hat.

Der Antragsteller ist berechtigt, den durch Königlichen Erlaß vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat gemäß einen Einspruch gegen diesen Beschluß einzulegen. Die Anrufung des Staatsrates wird gegebenenfalls mit dem Gutachten des Ausschusses versehen.

§ 3. Der Ausschuß kann auch von einer regionalen Verwaltungsbehörde um Rat gefragt werden.

§ 4. Der Ausschuß kann aus eigener Initiative Gutachten über die allgemeine Anwendung des vorliegenden Dekrets abgeben. Er kann dem Rat Vorschläge betreffend seine Anwendung oder seine eventuelle Abänderung vorlegen.

Art. 9. Wenn der Antrag auf Öffentlichkeit ein Verwaltungsdokument einer regionalen Verwaltungsbehörde betrifft, das ein durch das Urheberrecht geschütztes Werk beinhaltet, wird die Zustimmung des Urhebers oder der Person, der seine Rechte übergeben worden sind, nicht erfordert, um die Einsicht in das Dokument an Ort und Stelle zu genehmigen oder Erklärungen über dieses Dokument zu geben.

Eine Mitteilung in Form einer Kopie des durch das Urheberrecht geschützten Werks wird nur vorbehaltlich der Zustimmung des Urhebers oder der Person, der seine Rechte übergeben worden sind, übermittelt.

In allen Fällen gibt die Behörde ausdrücklich an, daß das Werk durch das Urheberrecht geschützt ist.

Art. 10. Die in Anwendung des vorliegenden Dekrets erhaltenen Unterlagen dürfen zu Handelszwecken weder verbreitet noch benutzt werden.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 30. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,  
der Beschäftigung und der Berufsbildung,  
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,  
B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,  
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,  
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 1767

IC - 273121

#### 30 MAART 1995. — Decreet betreffende de openbaarheid van bestuur (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing :

1° op de gewestelijke administratieve overheden;

2° op de administratieve overheden andere dan de gewestelijke administratieve overheden, doch slechts in de mate dat dit decreet op gronden die tot de gewestelijke bevoegdheid behoren, de openbaarheid van bestuursdocumenten verbiedt of beperkt;

3° wat betreft de studies, op de gewestelijke Regering en op de leden van deze Regering. Onder studies dient te worden verstaan elk geschreven document met gegevens van welke aard ook, die bestemd zijn om het gewestelijk beleid aan te sporen, te bevestigen of te richten in een van de aangelegenheden waarvoor zij bevoegd is en die bij elke natuurlijke of rechtspersoon bij middel van een overeenkomst besteld werden. De Regering kan de bekendmaking of de verspreiding ervan beperken bij een gemotiveerde beslissing.

Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° administratieve overheid : een administratieve overheid als bedoeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

2° bestuursdocument : alle informatie, in welke vorm ook, waarover een administratieve overheid beschikt;

3° document van persoonlijke aard : bestuursdocument dat een beoordeling of een waardeoordeel bevat van een met naam genoemd of gemakkelijk identificeerbaar natuurlijk persoon of de beschrijving van een gedrag waarvan het richtbaar maken aan die persoon kennelijk nadeel kan berokkenen.

Art. 2. Dit decreet is niet toepasselijk op de aangelegenheden bedoeld bij het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu. Het doet geen afbreuk aan de bepalingen van een decreet dat een ruimere openbaarheid van bestuur voorziet.

#### HOOFDSTUK II. — Actieve openbaarheid

Art. 3. Met het oog op een duidelijke en objectieve voorlichting van het publiek over het optreden van de gewestelijke administratieve overheden :

1° publiceert elke gewestelijke administratieve overheid een document met de beschrijving van haar bevoegdheden en haar interne organisatie; dit document wordt ter beschikking gesteld van eenieder die erom vraagt;

(1) Zitting 1994-1995.

Stukken van de Raad, 301 (1994-1995), nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, openbare zitting van 23 maart 1995. — Bespreking. — Stemming.

2° vermeldt elke briefwisseling uitgaande van een gewestelijke administratieve overheid de naam, de hoedanigheid, het adres en het telefoonnummer van degene die meer inlichtingen kan verstrekken over het dossier;

3° vermeldt elk document waarmee een beslissing of een administratieve handeling met individuele strekking uitgaande van een gewestelijke administratieve overheid ter kennis wordt gebracht van een bestuurde, de eventuele beroepsmogelijkheden.

Het bedrag van de vergoedingen die eventueel worden aangerekend voor het ter beschikking stellen van een afschrift van de in 1° bedoelde informatie wordt door de Regering vastgesteld. Het mag de kostprijs niet overtreffen.

#### HOOFDSTUK III. — *Passieve openbaarheid*

**Art. 4. § 1.** Het recht op het raadplegen van een bestuursdocument van een gewestelijke administratieve overheid en op het ontvangen van een afschrift van het document bestaat erin dat eenieder, volgens de voorwaarden bepaald in dit decreet, elk bestuursdocument ter plaatse kan inzien, dienomtrent uitleg kan krijgen en mededeling in afschrift ervan kan ontvangen volgens de door de Regering bepaalde wijze.

Voor documenten van persoonlijke aard is vereist dat de verzoeker van een belang doet blijken.

§ 2. De terbeschikkingstelling van een afschrift van een bestuursdocument kan aanhangig gemaakt worden van de betaling van een vergoeding waarvan het bedrag door de Regering vastgesteld is. Het bedrag van deze vergoeding mag de kostprijs niet overtreffen.

**Art. 5.** Inzage, uitleg of mededeling in afschrift van een bestuursdocument geschiedt op aanvraag. De vraag vermeldt duidelijk de betrokken aangelegenheid en, waar mogelijk, de betrokken bestuursdocumenten en wordt schriftelijk gericht aan de bevoegde gewestelijke administratieve overheid, ook wanneer deze het document in een archief heeft neergelegd.

Wanneer de vraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift is gericht tot een gewestelijke administratieve overheid die het bestuursdocument niet onder zich heeft, stelt deze de verzoeker daarvan onverwijld in kennis en deelt hem de benaming en het adres mede van de administratieve overheid die naar haar informatie het document onder zich heeft.

De gewestelijke administratieve overheid houdt een register bij van de schriftelijke aanvragen, volgens datum van ontvangst.

**Art. 6. § 1.** De gewestelijke of niet-gewestelijke administratieve overheid wijst de vraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift van een bestuursdocument af wanneer zij heeft vastgesteld dat het belang van de openbaarheid niet opweegt tegen de bescherming van een van de volgende belangen :

- 1° de veiligheid van de bevolking;
- 2° de fundamentele rechten en vrijheden van de bestuurden;
- 3° de openbare orde;
- 4° de opsporing of vervolging van strafbare feiten;
- 5° de internationale betrekkingen van het Gewest;
- 6° een gewestelijk economisch of financieel belang.

§ 2. De gewestelijke of niet-gewestelijke administratieve overheid wijst de vraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift van een bestuursdocument, die met toepassing van dit decreet is gedaan, af wanneer de openbaarmaking van het bestuursdocument afbreuk doet :

- 1° aan de persoonlijke levenssfeer, behalve de bij de wet voorziene uitzonderingen;
- 2° aan een bij wet of decreet ingestelde geheimhoudingsverplichting;

3° aan het geheim van de beraadslagingen van de Regering en van de verantwoordelijke overheden die afhangen van de Regering of waarbij een gewestelijke overheid betrokken is.

§ 3. De gewestelijke administratieve overheid mag een vraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift van een bestuursdocument afwijzen in de mate dat de vraag :

- 1° een bestuursdocument betreft waarvan de openbaarmaking om reden dat het document niet af of onvolledig is, tot misvatting aanleiding kan geven;
- 2° een advies of een mening betreft die uit vrije wil en vertrouwelijk aan de overheid is meegedeeld;
- 3° kennelijk onredelijk is;
- 4° kennelijk te vaag geformuleerd is.

§ 4. Wanneer in toepassing van de §§ 1 tot 3 een bestuursdocument slechts voor een deel aan de openbaarheid moet of mag worden onttrokken, wordt de inzage, de uitleg of de mededeling in afschrift tot het overige deel beperkt.

§ 5. De gewestelijke administratieve overheid die niet onmiddellijk een vraag om inzage, uitleg of mededeling in afschrift kan ingaan of ze afwijst, geeft, binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aanvraag, aan de verzoeker kennis van de redenen van het uitstel of de afwijzing. In geval van uitstel kan de termijn nooit met meer dan vijftien dagen worden verlengd.

Bij ontstentenis van een kennisgeving binnen de voorgeschreven termijn, wordt de aanvraag geacht te zijn afgewezen.

**Art. 7.** Wanneer een persoon aantoonbaar dat een bestuursdocument van een gewestelijke administratieve overheid onjuiste of onvolledige gegevens bevat die hem betreffen, is die overheid ertoe gehouden de nodige verbeteringen aan te brengen zonder dat het de betrokkene iets kost. De verbetering geschiedt op schriftelijke aanvraag van de betrokkene.

De gewestelijke administratieve overheid die niet onmiddellijk op een aanvraag om verbetering kan ingaan of ze afwijst, geeft binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag aan de verzoeker kennis van de redenen van het uitstel of de afwijzing. In geval van uitstel kan de termijn niet met meer dan dertig dagen worden verlengd. Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de gestelde termijn wordt de aanvraag geacht te zijn afgewezen.

Wanneer de vraag is gericht tot een gewestelijke administratieve overheid die niet bevoegd is om de verbeteringen aan te brengen, stelt deze de verzoeker daarvan onverwijld in kennis en deelt hem de benaming en het adres mee van de overheid die naar haar informatie daartoe bevoegd is.

**Art. 8. § 1.** Er wordt een commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten opgericht.

De Regering bepaalt de samenstelling en de werkwijze van de commissie.

§ 2. Wanneer de verzoeker moeilijkheden ondervindt om de raadpleging of de verbetering van een bestuursdocument te verkrijgen op grond van dit decreet, kan hij een verzoek tot heroverweging richten tot de betrokken gewestelijke administratieve overheid. Terzelfder tijd verzoekt hij de commissie een advies uit te brengen.

De commissie brengt haar advies ter kennis van de verzoeker en van de betrokken gewestelijke administratieve overheid binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het verzoek. Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de voorgeschreven termijn wordt aan het advies voorbijgegaan.

De gewestelijke administratieve overheid brengt binnen vijftien dagen na ontvangst van het advies of na verloop van de termijn waarbinnen kennis moest worden gegeven van het advies, haar beslissing tot inwilliging of afwijzing van het verzoek tot heroverweging ter kennis van de verzoeker.

Bij ontstentenis van kennisgeving binnen de voorgeschreven termijn wordt de overheid geacht een beslissing tot afwijzing te hebben genomen.

Tegen deze beslissing kan de verzoeker beroep instellen overeenkomstig de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973. Het beroep bij de Raad van State is in voorkomend geval vergezeld van het advies van de commissie.

§ 3. De commissie kan eveneens worden geraadpleegd door een gewestelijke administratieve overheid.

§ 4. De commissie kan op eigen initiatief advies verstrekken betreffende de algemene toepassing van dit decreet. Ze kan aan de Raad voorstellen doen in verband met zijn toepassing en zijn eventuele herziening.

Art. 9. Wanneer de vraag om openbaarheid betrekking heeft op een bestuursdocument van een gewestelijke administratieve overheid waarin een auteursrechtelijk beschermd werk is opgenomen, is de toestemming van de maker of van de persoon aan wie de rechten van deze zijn overgegaan, niet vereist om ter plaatse inzage van het document te verlenen of uitleg erover te verstrekken.

Een mededeling in afschrift van een auteursrechtelijk beschermd werk is niet toegestaan dan met voorafgaande toestemming van de maker of van de persoon aan wie de rechten van deze zijn overgemaakt.

In ieder geval wijst de overheid op het auteursrechtelijk beschermd karakter van het betrokken werk.

Art. 10. De in toepassing van dit decreet verkregen bestuursdocumenten mogen niet verspreid noch gebruikt worden voor commerciële doeleinden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,  
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,  
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,  
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,  
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 95 — 1768

[C - 27313]

**2 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 31 mars 1994 octroyant des délégations de pouvoirs au secrétaire du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 2, § 3;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret du 1er juillet 1993 portant création du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 28 mai 1979, 4 février 1980, 20 août 1981, 30 mars 1983, 19 août 1985 et 19 mars 1990;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoirs en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par l'arrêté royal du 20 août 1981;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 1er janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;